

« Il faut une grande réforme de l'Etat »



JEAN-BENOÎT PILET est membre du Centre d'étude de la vie politique de l'ULB. © FLORIE DEBOT.

ENTRETIEN

Jean-Benoît Pilet, vous êtes docteur en science politique de l'ULB et membre du Centre d'étude de la vie politique (Cevi-pol) de l'université bruxelloise. La démission du gouvernement (acceptée) lundi soir est-elle une surprise pour vous ?

La vraie surprise, dont on ne s'est pas encore complètement remis, c'est l'attitude du VLD jeudi dernier. Ce qui s'est passé

sous Verhofstadt ; il en était un peu revenu à l'image de l'ancien PVV (ancêtre du VLD, NDLR), soit un parti de bons gestionnaires mais pas très excitant. En devenant président, Alexander De Croo avait affirmé qu'il comptait à nouveau faire respecter son parti car sans doute avait-il noté que les partis qui connaissent le succès électoral en Flandre, comme la N-VA ou la Liste De Decker, sont ceux qui peuvent di-

« L'erreur a été de croire à un accord uniquement sur BHV, comme naguère sur les Fourons. »

lundi soir n'est que la conséquence de l'épisode précédent. Si vous voulez, c'est moins l'échec des tentatives de réanimation du patient qui étonnent que la crise cardiaque elle-même.

Quatre jours plus tard, comment expliquer cette ruade du VLD ?

La surprise est venue du fait que le communiqué n'a jamais été la marque de fabrique du VLD. Mais c'est moins le communiqué en tant que tel que le signal lancé qui est important dans cette affaire. Depuis quelques années, le VLD n'était plus ce parti flamboyant qu'il avait été

moins. En effet, à la différence des dossiers économiques par exemple, dont la charge émotionnelle est assez faible, BHV est un dossier essentiellement symbolique. Et on sait que sur ces dossiers-là, on peut difficilement fléchir.

L'autre erreur des partis flamands a sans doute été de croire que l'on pourrait obtenir un accord uniquement sur BHV, comme Dehaene en avait obtenu un naguère sur les Fourons. BHV doit se régler dans un paquet plus large, dont la scission ne doit pas être l'épicentre.

Aujourd'hui, la Belgique est-elle en crise politique ou est-ce plus grave que cela ?

A ce stade, nous sommes dans une crise politique qui rappelle les périodes d'instabilité que l'on a connues par le passé avant les grandes réformes de l'Etat - à la fin des années 70 par exemple, avant la création des Régions et la mise au frigo de Bruel-

les. Le risque, évidemment, c'est que les prochaines élections soient contestées suite à la non-scission de BHV - ce que certaines formations flamandes feront -, voire invalidées. On pourrait connaître un blocage des institutions fédérales et là, une vraie crise de régime. ■

Propos recueillis par WILLIAM BOURTON

Le Soir - 27/04/10 - p. 9